

Parteien antworten zu friedlich

Die EU-Behörden planen den Aufbau einer europäischen Armee, doch eine öffentliche Diskussion findet kaum statt. Auch Luxemburgs Parteien entwickeln keine zivilen Konfliktlösungsstrategien stellt die Friedensinitiative enttäuscht fest. Vergangenen Monat hatte sie allen Parteien einen Fragebogen zu Themen wie Kriegsgefahren, Rolle der UNO und EU-Verfassung geschickt. Die Antworten veröffentlichte sie jetzt - sie sind sehr zurückhaltend. "Die Militarisierung auf EU-Ebene wurde nur von den linken Parteien in Frage gestellt", erklärt Nicole Lorenz, Mitglied der Friedensinitiative. Im Verfassungsentwurf der EU ist eine Aufrüstung vorgesehen. Laut LSAP gehöre die nunmal zu einer gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik dazu. "Die EU-Armee soll eine Friedensarmee sein. Gleichzeitig sagt man aber, sie könnte auch angreifen", so Nicole Lorenz. Hier bestehe ebenso Diskussionsbedarf wie bei den Antiterrorgesetzen. Die Grünen fordern als einzige Partei eine klare Abgrenzung zwischen zivilen und militärischen Missionen. Die CSV scheint sich ihrer Wählerstimmen schon sehr sicher. Die Fragen der Friedensinitiative hat sie erst gar nicht beantwortet - und statt dessen hochmütig auf ihr Wahlprogramm verwiesen.

Sitcen gegen Terrorismus

"Sitcen" heißt das neue Schlagwort, das aus Brüssel in Sachen Terrorismusbekämpfung zu vernehmen ist. Es war Javier Solana, der hohe Repräsentant für gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik der EU, der sich am Dienstag in Luxemburg für den Ausbau des bereits bestehenden 'situation centre' (Sitcen) stark machte. Sitcen, in dem sich bislang Militärs aus den Mitgliedstaaten der terroristischen Bedrohung von außen widmen, sollte demnach künftig auch Analysen innerhalb der EU anstellen. Ziel sei es, so Solana, einen Informationsaustausch und die Kooperation zwischen den Polizei- und Sicherheitsbehörden der 25 EU-Staaten zu fördern. Dazu sollte das Sitcen sowohl personell als auch im Bezug auf seinen Zuständigkeitsbereich ausgebaut werden.

Zudem, so Solana auf der Ratssitzung der EU-Justiz und -InnenministerInnen, soll regelmäßig eine Anti-Terror-Gruppe tagen, der die Leiter der Sicherheitsbehörden der 25 EU-Staaten angehören. Der EU-Anti-Terrorbeauftragte Gijs de Vries tadelte die Mitgliedstaaten, die bereits beschlossenen Anti-Terrormaßnahmen nicht schnell genug umzusetzen. Über die Vorschläge Solanas sollen nun die EU-Staats- und Regierungschefs Ende des Monats in Brüssel entscheiden.

Urteil zu Gunsten der Umwelt

Einen weiteren Sieg hat die Umweltgewerkschaft "Mouvement écologique" im jahrelangen Streit um den Ausbau des Flughafens geholt. Das Verwaltungsgericht lehnte die Erweiterung vorerst ab und erteilte der Regierung damit einen Dämpfer. Die erhoffte sich mit dem Ausbau einen Freischein für unbegrenzte Flüge. Aber die Justiz verlangt jetzt, dass die Zahl der Flugbewegungen zwischen Juli 2003 und Juni 2004 von der Internationalen Organisation für die Zivile Luftfahrt (ICAO) gezählt werden. Auch bei einer Betriebsgenehmigung für das gesamte Flughafenareal dürfe diese nicht überschritten werden. Eugène Berger, Staatssekretär des Umweltministeriums, hatte im März vergangenen Jahres die Höchstzahl der Starts und Landungen auf 63.000 pro Jahr festgelegt. Auch diese Zahl akzeptierte das Verfassungsgericht nicht. Das freut den Mouvement écologique. Die Umwelt-Gewerkschaft hatte nämlich zuvor erklärt, dass deutlich weniger Maschinen in Luxemburg landen und abfliegen. "Das Verwaltungsgericht zwingt die Regierung, endlich die rechtliche Situation des Flughafenareals der Luxemburger beziehungsweise europäischen Gesetzgebung anzupassen", heißt es jetzt in ihrer Pressemitteilung.

*Anne-Cécile Robert
et André Bellon viennent
de générations et d'horizons
politiques différents.
Leur collaboration efficace
est emblématique
de la mouvance
altermondialiste.*

(photo: RK)

**EUROPE ET DEMOCRATIE****"Le débat est faussé."**

Mardi dernier, Anne-Cécile Robert et André Bellon étaient au Luxembourg pour présenter, à travers une conférence, leurs livres "Le Peuple inattendu", et "Un totalitarisme tranquille, la démocratie confisquée". Anne-Cécile Robert est journaliste au Monde diplomatique, André Bellon est polytechnicien et ancien député socialiste, les deux font partie du Conseil scientifique d'Attac. Le woxx les a rencontré-e-s.

woxx: *Le titre de votre deuxième livre comporte le mot 'totalitarisme'. N'y allez-vous pas un peu fort? Le terme de totalitarisme désigne habituellement des dictatures, non des démocraties.*

André Bellon (AB): Une dictature, c'est un régime qui prescrit ce que les gens doivent penser. Quand vous pensez autrement, il y a différentes méthodes de répression. Dans les totalitarismes du passé, on tuait les gens qui ne pensaient pas bien, ou on les envoyait au goulag. Aujourd'hui les méthodes sont plus sophistiquées. Si vous ne pensez pas comme il faut, on ne parlera tout simplement pas de vous et de vos idées. Ce n'est pas une répression violente, sanglante, c'est un totalitarisme tranquille. Qui plus est, on pénalise de plus en plus les pensées incorrectes en remettant en cause la liberté d'expression.

Anne-Cécile Robert (ACR): Il y a un pluralisme artificiel de la presse. Il y a plusieurs journaux, mais ils pensent pareil, ou les divergences sont marginales. Qui ose s'attaquer frontalement à l'économie de marché aujourd'hui? De même nos livres, qui sont des succès populaires, ont été très peu recensés dans la presse. Et quand on donne la parole à des dissidents on les marginalise. Ainsi, lors du débat sur la réforme de la Sécurité sociale, tous les éditorialistes de la presse défendaient le projet gouvernemental dans leurs pages de commentaire et d'analyse. Les opposants au projet ont eu la parole, mais seulement dans les

pages "débat", donc avec un statut inférieur.

Ces opinions sont-elles vraiment celles que les gens attendent de voir exprimées? Parce que alors les opposant-e-s au système, malgré le traitement inique qu'on leur inflige, devraient faire un tabac à chaque fois qu'ils et elles passent dans les médias.

ACR: Il faudrait déjà qu'ils puissent s'exprimer. Ensuite, faire passer le message est difficile. Chomsky l'explique très bien: comme nous vivons dans un système économique libéral, à chaque fois que vous formulez une opinion libérale, le public reste en terrain connu et le message passe facilement. Mais quand vous êtes contre ce système, pour faire passer votre message, il vous faut plus de temps, parce que les gens ne sont pas habitués à ce discours. Lorsque cette condition est remplie, comme lors de nos conférences, on constate que les gens sont très réceptifs. Ils viennent nous dire qu'ils sont contents de voir enfin exprimé ce qu'ils pensent ...

AB: Prenez le débat autour de la Constitution européenne. Je trouve ahurissant qu'on vienne nous expliquer qu'on a fait ce qu'on pouvait pour la meilleure constitution possible dans l'état actuel des choses. Sans que personne ne pose la question principale: pourquoi y a-t-il besoin d'une constitution? Moi, par exemple, je ne pense pas qu'on en ait besoin. Ensuite, dans cette Constitution, il est dit que le système, c'est le libéralisme économique dans sa version monétariste. Et si on est keynésien? On n'aura plus le droit de le penser une fois la Constitution adoptée. Ce sera anticonstitutionnel.

Etes-vous contre l'adoption de cette Constitution ou contre la construction européenne en général?

ACR: Personnellement, tout en étant Européenne convaincue, j'ai l'impression qu'on est

en train de casser le projet européen. Comment gagner les gens à ce projet, alors qu'ils ont devant leurs yeux le coût social de la monnaie unique et l'incapacité de s'opposer à la guerre en Irak? Et puis il y a deux problèmes de fond. D'abord, l'Union européenne ne fonctionne pas de manière démocratique. Tout le monde le reconnaît aujourd'hui, alors qu'il y a quelques années, quand on disait cela, on se faisait traiter d'allumés. De surcroît, la construction européenne vide de leur sens les démocraties nationales, en transférant des compétences vers le niveau communautaire.

Ensuite se pose la question du contenu du projet européen. Pour l'instant il s'identifie à la construction du grand marché européen basé sur le principe de la concurrence. Ce principe est inscrit dans les traités fondateurs et confirmés par tous les traités successifs, et surtout par le projet de traité constitutionnel. Or il est inadmissible que des textes constitutionnels fixent les options en matière de politique économique, c'est aux citoyens de faire ces choix lors des élections. Aucune constitution nationale ne prend d'option quant au fond des politiques à mener par les gouvernants: ce choix est fait par les électeurs et mis en oeuvre grâce aux institutions choisies. Le texte de la Constitution débattu actuellement grave dans le marbre l'adhésion aux principes libéraux. Adopté à l'unanimité des 25 Etats membres, il sera quasi impossible à réviser.

Comment pourrait-on contrecarrer cette évolution?

ACR: La manière dont le débat sur la Constitution se déroule est typique du totalitarisme tranquille. On ne nous parle que de questions certes importantes, mais loin des vrais enjeux: vote à la majorité ou adhésion de la Turquie. Le vrai sens de ce traité, personne ne l'évoque - c'est la constitution-

nalisation du libéralisme et la remise en cause de la souveraineté populaire.

Mais les critiques issues de la société civile partent également dans tous les sens.

AB: Les altermondialistes ne sont pas un mouvement unifié, et ce n'est pas un défaut. Qu'il y ait une certaine confusion, cela confirme ce que nous avons écrit: l'heure est plutôt à l'élaboration d'un corps de pensée philosophique qu'aux discussions politiciennes. Il y a des phases comme cela dans l'histoire. Aujourd'hui, à quoi bon participer à des élections et recueillir 0,5 pour cent parce qu'on n'aura pas eu la possibilité de s'exprimer?

Vous mettez en cause le système libéral. Quel est votre projet de société?

ACR: Nous ne sommes pas des responsables politiques et n'avons pas un programme clés en main. Mais nous affirmons que la version actuelle du capitalisme n'est pas le seul système possible. Il existe des alternatives inexploitées. On pourrait, par exemple, rétablir le rôle de la puissance publique dans l'économie, des mécanismes plus participatifs, sans retomber dans les travers des utopies du passé.

AB: Précisons que nous ne sommes ni extrémistes, ni gauchistes. Si j'étais gauchiste, je serais très content de la tournure que prennent les choses. Je dirais: le capitalisme est en train de s'autodétruire, comme Marx l'avait prévu, et tant mieux. Mais moi, les évolutions actuelles, c'est-à-dire la remise en cause de la confiance en l'homme et donc, de façon insidieuse, de l'humanisme, de la démocratie, de la souveraineté populaire, ne me font pas plaisir. Les conséquences en sont dramatiques pour l'ensemble de l'humanité.

Interview: Raymond Klein